

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Suicides, défaut de remboursement de crédits, catastrophes naturelles et menaces de guerre

La Corée, dernier pays divisé, est dans un état de forte tension militaire, et les menaces de guerre sont une source de peur pour tous les Coréens. Les difficultés économiques et les problèmes sociaux structurels de la Corée du sud ont entraîné une vague de suicides sans précédent. En outre, l'absence de contre-mesures effectives pour répondre aux accidents et aux catastrophes à grande échelle a renforcé le sentiment d'insécurité des Sud-Coréens.

**Citizens' Coalition for Economic Justice (CCEJ)
Policy Research Dep.**

Daehoon Kim

Menaces de guerre

La Corée est divisée entre le Nord et le Sud depuis son indépendance du Japon, en 1945. Durant la guerre de Corée (1950-1953), la Corée du sud comme la Corée du nord ont subi des pertes massives, et l'ensemble du pays a été dévasté. Au cours des 50 dernières années, la Corée du sud et la Corée du nord ont perpétué leur rivalité politique et militaire historique et ont entretenu de très vastes armées pour se défendre l'une contre l'autre. La division de la péninsule et l'histoire de la confrontation militaire ont inhibé le développement politique, économique et social des deux pays et génèrent un climat de peur chez tous les Coréens.

Bien qu'au cours des dernières années, les gouvernements des deux Corées aient fait des tentatives pour réduire la tension et trouver une solution pacifique à leurs divergences (aboutissant au sommet sans précédent du 15 juin 2000 et à la «Déclaration conjointe du Nord et du Sud»), la menace de guerre persiste.

Plus récemment le programme de développement nucléaire de la Corée du nord et des rumeurs selon lesquelles ce pays détiendrait des armes nucléaires ont incité les Etats-Unis, dans leur prise position la plus importante sur toutes les questions concernant la péninsule, à imposer des restrictions à la Corée du nord sur des questions politiques, économiques et militaires. Cette situation instable a jeté la péninsule dans l'incertitude. En août 2003, des Discussions dites des Six parties entre la Corée du nord, la Corée du sud, les Etats-Unis, le Japon, la Russie et la Chine, ont été organisées pour débattre des voies et moyens possibles d'améliorer les relations Nord-Sud, mais ces discussions n'ont pas eu d'effets positifs visibles.

Société civile en action

Pendant plusieurs décennies, la société civile sud-coréenne a dénoncé le recours à la confrontation militaire entre le Nord et le Sud comme une tentative de la part des gouvernements des deux Corées pour se maintenir indéfiniment au pouvoir. En encourageant la coopération et l'entente mutuelle, les ONG sud-coréennes ont joué un rôle de premier plan dans le mouvement en faveur de la paix et de la réunification des deux Corées. Avant les années 90, ces efforts des ONG subissaient de fortes pressions de la part du Gouvernement de Séoul. Mais à mesure que la Corée du sud évolue pour devenir une société plus démocratique, les questions de la réduction de la tension et de l'instauration d'une situation pacifique et

stable, tâches principales que les ONG s'étaient fixées, sont devenues des questions importantes auxquelles le gouvernement se doit d'apporter des solutions.

Indicateurs du développement humain 2003		
Rang de l'Indice du développement humain	2003	30
Population totale (millions)	2001	47,1
Population urbaine (en % du total)	2001	82,4
Population âgée de moins de 15 ans (en % du total)	2001	20,6
Population âgée de plus de 65 ans (en % du total)	2001	7,4
PIB (milliards de dollars US)	2001	422,2
PIB par tête d'habitant (dollars US)	2001	8.917
Taux d'alphabétisation des adultes (% âge 15 ans et plus)	2001	97,9
Population ayant accès à une source d'eau améliorée (%)	2000	92
Population ayant accès à un assainissement amélioré (%)	2000	63
Naissances assistées par un personnel médical qualifié (%)	1995-2001	100
Médecins (pour 100.000 personnes)	1990-2002	173
Espérance de vie à la naissance (années)	2000-05	75,5
Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)	2001	5
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1.000 nais. viv.)	2001	5
Ratio mortalité maternelle signalée (pour 100.000 nais. viv.)	1985-2001	20
Dépenses publiques sur l'éducation (en % du PIB)	1998-2000	3,8*
Dépenses publiques sur la santé (en % du PIB)	2000	2,6
Dépenses militaires (en % du PIB)	2001	2,8
Total du service de la dette (en % du PIB)	2001	6,2
Total forces armées (milliers)	2001	686
Indice total des forces armées (1985=100)	2001	115
Source : PNUD. Rapport sur le développement humain 2003 ; * estimations préliminaires de l'UNESCO, pouvant faire l'objet de révision		

A présent, l'opinion publique sud-coréenne est divisée sur la question de la politique de Séoul vis-à-vis de la Corée du nord. Un courant d'opinion est en faveur de la réduction de la tension et de la résolution du conflit entre les deux pays ; l'autre est en faveur de la sécurité militaire et des alliances militaires avec les Etats-Unis. Cette division a également influé, directement et indirectement, sur la politique de réconciliation et de coopération qui existait avant l'inclusion de la Corée du nord dans « l'axe du mal » défini par la Maison Blanche.

Pendant ce temps, la société civile sud-coréenne œuvre avec force à inclure les objectifs suivants dans son agenda : établir une coexistence pacifique et réduire les armements comme moyen de résoudre la menace de guerre qui pèse sur la péninsule ; exhorter la communauté internationale à résoudre le problème nucléaire du Nord ; surveiller les politiques du Gouvernement de Séoul et des pays voisins en ce qui concerne la péninsule ; insister pour que les deux Corées mettent en œuvre le plan d'action co-signé lors du sommet ; et promouvoir des échanges entre les deux Corées comme moyen de renforcer la compréhension mutuelle.

Les ONG sud-coréennes se sont activement engagées dans des actions humanitaires pour aider les Nord-coréens – en particulier les enfants – confrontés à des difficultés économiques. Enfin, des tentatives ont été faites pour arriver à un consensus au sein de la société civile, afin de présenter au gouvernement de Séoul des suggestions de politique réalisables en ce qui concerne Pyongyang.

La société civile sud-coréenne est actuellement très critique envers la décision prise par le Gouvernement d'envoyer des troupes de combat coréennes de 3.000 hommes pour appuyer la guerre menée par les Etats-Unis contre l'Irak et de grandes manifestations ont eu lieu à travers la Corée du sud pour s'y opposer. Nous croyons fermement que la guerre contre l'Irak n'est nullement justifiée puisqu'elle pourrait rehausser la menace de guerre dans la péninsule coréenne.

Suicides et défaut de remboursement sur les cartes de crédit

La crise financière de 1997-1999 a révélé les faiblesses de longue date du modèle de développement du pays, notamment le rapport élevé capitaux empruntés/capitaux propres, les emprunts étrangers massifs et l'indiscipline du secteur financier. Malgré un taux de croissance (tirée par les dépenses de consommation et les exportations) de 6,2% en 2002, la pauvreté (comme le spécifient les rapports de Contrôle citoyen 2001 et 2002) est devenue un problème sérieux. En 2001, le Gouvernement a adopté une politique qui garantissait des moyens d'existence de base pour protéger les personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté. Bien que 10% de la population soit pauvre, les bénéficiaires effectifs de cette politique ne représentent que 3% de la population. Ceci est dû aux montants inadéquats affectés à ce projet dans le budget et à la perception négative du système de protection sociale parmi la population.

Les effets de la crise sont reflétés par les manifestations massives et violentes et par les suicides choquants de travailleurs protestant contre leurs conditions de travail, qui ont marqué l'année 2003. Le 9 novembre, une manifestation regroupant 40.000 syndicalistes a envahi le centre de Séoul pour manifester contre la législation du travail répressive du Gouvernement. Lorsqu'ils furent attaqués par la police, les travailleurs réagirent par de combats de corps à corps et en lançant des cocktails Molotov. Les manifestations avaient également résulté de trois cas distincts d'immolation concernant trois travailleurs qui s'étaient tués en octobre, par désespoir. Le premier à se suicider fut Kim Joo-Ik ancien président de Hanjin Heavy Industries Union (Syndicat des Industries lourdes), qui se pendit le 129^{ème} jour d'un sit-in qu'il menait du haut d'une grue. Les deux autres travailleurs se suicidèrent le même mois, à un jour d'intervalle.

La crise économique s'est également exacerbée en raison du nombre croissant d'utilisateurs de cartes de crédit en défaut de paiement. Au cours des cinq années depuis le début de la crise, le nombre de Sud-coréens ayant des problèmes de défaut de paiement sur leurs cartes de crédit était 4 millions sur une population de 48 millions. En outre, 10% de la dette courante sur les cartes de crédit était en souffrance depuis au moins un mois. Après le début de la crise économique, le Gouvernement avait appliqué une politique de promotion de la délivrance de cartes de crédits, afin de stimuler la demande intérieure. Mais ceci eut comme conséquence d'amener de nombreux citoyens à contracter de lourdes dettes dont ils n'étaient pas en mesure de s'acquitter, et certaines personnes soit abandonnèrent leur mode de vie normal ou arrivèrent à la décision extrême de mettre fin à leurs jours. En janvier 2003, alors que la Fédération coréenne des banques signalait un nombre record historique de 3,22 millions d'utilisateurs de cartes de crédit en défaut de paiement, dans la ville d'Inchon, une femme accablée par une lourde dette sur sa carte de crédit, se tua et tua ses trois enfants.

Si le Gouvernement ne prend pas des mesures drastiques pour rétablir le crédit et appuyer les pauvres, les suicides tragiques se poursuivront.

Accidents et catastrophes naturelles

En février 2003, un incendie criminel dans le métro de Daegu, troisième plus grande ville de Corée du sud, s'était soldé, de manière tragique, par 192 décès et 147 blessés. L'incendiaire, qui avait été arrêté, n'avait pas spécifié de motif spécifique pour son acte criminel, qui avait suscité, chez les Sud-coréens, de fortes craintes de voir davantage d'actes de cette nature se reproduire dans l'avenir. Les mesures gouvernementales pour contrer ce type d'incident sont, toutefois, toujours à leurs débuts.

Dans le même temps, les Coréens ne peuvent oublier la série d'accidents à grande échelle survenus récemment, par exemple l'effondrement d'un grand magasin en 1995, qui a entraîné de nombreux décès et causés beaucoup de dégâts matériels.

Des catastrophes naturelles telles que les cyclones tropicaux et les vents de sable ont également causé beaucoup de destruction. Le Typhon Rusa, un des plus violents de l'histoire coréenne, a détruit 650 navires et bateaux début septembre 2002 et causé des dégâts sérieux aux établissements piscicoles et aux structures portuaires du pays. Un grand nombre de villes et de villages avaient également été dévastés. Les dégâts matériels se sont élevés à 4,9 milliards de dollars US, sur lesquels seulement 170 millions de dollars étaient assurés.

En mars, avril et août 2002, le pays fut touché par les vents de sable les plus violents de l'histoire récente. Des concentrations de poussières sans précédent furent enregistrées (accumulation maximale de 10 centimètres de hauteur). Les gens souffraient de trouble respiratoires et de maladies des yeux, les écoles furent fermées, les vols annulés, et de lourdes pertes furent enregistrées dans l'industrie. Le typhon Maemi dévasta la Corée du sud en septembre 2003, avec des vents soufflant à jusqu'à 210 Km/h et des fortes inondations, qui ajoutèrent près de 6 milliards de dollars de dommages aux pertes totales.

Réponse de la société civile

Les ONG sud-coréennes sont en train d'attirer l'attention du public sur les calamités provoquées par ces catastrophes et de surveiller les mesures de sécurité dans des structures publiques telles que les cinémas, les grands magasins et les boutiques dans le métro. A chaque fois que des accidents à grande échelle surviennent, la société civile et les ONG s'engagent activement dans l'aide humanitaire et la collecte de fonds en faveur des victimes. Les ONG ont exhorté le gouvernement à prendre des mesures préventives, à mettre en place un système efficace pour répondre aux catastrophes, à appliquer une réglementation efficace en matière de sécurité, et à allouer des fonds suffisants pour faire face aux accidents de cette nature. Toutefois, le gouvernement s'est montré peu disposé à prendre des mesures.